



DOSSIER D'ADHESION

Je soussigné(e) :

CIVILITÉ : NOM : Prénom :

Demeurant :

_____CP : Ville :

Né(e) le : _____ A : PAYS : _____

Situation Familiale : _____

Nature de la profession : _____

Profession soumise à TVA : Oui Non

Comptabilité tenue : HT TTC Non assujetti

Lieu d'exercice : _____

Activité exercée en ZFU, ZRR,.... : Oui Non Date d'entrée dans cette zone

Téléphone professionnel : _____Télécopie

Email : _____Mobile : _____

Siret : _____Code NAF :

Date de début d'activité libérale : _____

MODALITÉS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ LIBERALE

L'activité libérale assujettie au régime fiscal des B.N.C (Bénéfices non commerciaux) est exercée :

- Sous la seule forme individuelle pour laquelle je sollicite la présente adhésion
- Parallèlement au sein d'une Société exerçant une activité libérale inscrite à une Association Agréée
- En ayant avec un confrère une clause de partage ou d'égalisation de recettes

EXERCICE ÉVENTUEL D'UNE ACTIVITÉ COMMERCIALE

Je certifie :

N'avoir aucune activité commerciale

Avoir une activité commerciale. Nature de l'activité : _____

Pourcentage par rapport au chiffre d'affaires professionnel total : _____%

Avoir parallèlement une activité commerciale soumise au régime B.I.C

Nature de l'activité : _____

Pour laquelle est déposée une déclaration B.I.C

Oui Non

Pour laquelle sont obtenus les abattements d'un Centre de Gestion Agréé

Oui Non

ADHESION EVENTUELLE A UNE ASSOCIATION AGREEE

Je déclare :

n'avoir jamais été adhérent(e) d'une Association Agréée

avoir déjà été adhérent(e) d'une Association Agréée

Dans ce cas : l'avoir quittée de mon plein gré le : _____.

avoir été exclu(e) le : _____

RECOURS AUX PRESTATIONS D'UN EXPERT COMPTABLE

Recours aux services d'un professionnel membre de l'Ordre des Experts Comptables

Oui Non

Si Oui : NOM du Cabinet: _____

QUALITE : Sté d'Expertise Comptable Email : _____

Expert comptable Siret : _____

Numéro d'inscription à l'Ordre :

ADRESSE : _____

_____ CP : _____ Ville : _____

Téléphone: _____ Télécopie : _____

Et mandat lui est donné pour effectuer, s'il y a lieu, toutes formalités nécessaires.

COTISATIONS

Le montant de la cotisation annuelle et non modulable est fixée à :

215 € pour les individuels ;

430 € pour les sociétés ;

75 € pour les autoentrepreneurs et les micro.

La cotisation doit être payée au plus tard avant le 30^{ième} jour suivant l'émission de l'appel.

Cette cotisation comprend :

- Les missions légales ;
- Le contrôle formel de votre déclaration 2035 ;
- L'ECCV, examen approfondi de votre déclaration 2035 ;
- L'EPS ;
- Le dossier de gestion ;
- Le compte rendu de mission ;
- La télétransmission de la déclaration 2035 et de l'attestation envers les différents organismes **fiscaux** ;
- Les formations et conférences liés l'exercice de votre activité.

A l'issue de nos travaux, une attestation sera envoyée auprès des Services Fiscaux.

MODALITES D'INSCRIPTION

Je sollicite par la présente adhésion en qualité de membre adhérent de l'ASSOCIATION DE GESTION AGREE DES PROFESSIONS LIBERALES PROVENCE CORSE (APL-PC), à compter de :

L'exercice 20____ou la période du ____au_____.

Le renouvellement annuel de l'inscription s'effectuera par tacite reconduction. Toute demande de radiation sera effectuée par pli recommandé avec accusé de réception, soit dans les 15 JOURS suivant la cessation d'activité, **soit avant le 30 JUIN de chaque année.**

Je m'engage à respecter les obligations fixées par *la Loi n°76.1232 du 29 décembre 1976, le Décret d'application n°77.1519 du 31 décembre 1977*, les dispositions statutaires de L'ASSOCIATION, ainsi que le règlement intérieur disponible à l'adresse <https://www.aplpc.com/wp-content/uploads/nouveau-reglement-interieur.pdf>

A LE

Signature

précédée de la mention « lu et approuvé »

Pièces à joindre : photocopie recto verso de la carte nationale d'identité, photocopie de l'inscription au Centre de Formalités des Entreprises. Pour les adhérents appartenant à une profession représentée par un ordre, merci de joindre également la photocopie de l'inscription à l'ordre.

Je soussigné(e) : NOM : _____ Prénom : _____

Profession : _____

Adresse professionnelle : _____

prend l'engagement de suivre les recommandations prévues à l'article 371 Y annexe II du CGI, à l'article 371 Q de l'annexe II au code général des impôts (CGI), ainsi que celles prévues par les statuts du Règlement intérieur, à savoir :

1. Tenir les documents prévus aux Articles 99 et 101 bis du Code Général des Impôts, conformément :
 - à l'un des plans comptables professionnels agréés par le Ministre de l'Economie et des Finances,
 - ou à la nomenclature fixée par l'Arrêté du 30 Janvier 1978 pour les professions n'ayant pas de plan comptable spécifique.
2. En ce qui concerne les recettes, mentionner sur ces documents :
 - le détail des sommes reçues,
 - l'identité du client,*
 - le mode de règlement,
 - la nature des prestations fournies.

***Identité du client** : Cette notion recouvre, conformément à la réponse AUTHIE parue au J.O. du Sénat du 2 Septembre 1982 et reprise par l'instruction du 1^{er} Décembre 1982 : "L'ensemble des informations permettant de s'assurer que telle personne ne pourra être avec telle autre, en conséquence, doivent être mentionnés le nom, le prénom usuel et l'adresse de l'intéressé".

Toutefois, lorsque les dispositions de l'article 226-14 du Code Pénal relatives au secret professionnel sont applicables, la nature des prestations fournies n'est pas mentionnée et ne peut faire l'objet de demandes de renseignements de la part de l'Administration Fiscale. A l'égard des organismes tenus d'établir des relevés récapitulatifs par praticien en application de l'Article L97 du Livre des Procédures Fiscales, le droit de communication ne peut, en ce qui concerne la nature des prestations, porter que sur les mentions correspondant à la nomenclature générale des actes professionnels.

3. Accepter le règlement des honoraires par chèques libellés dans tous les cas à mon ordre et ne pas endosser ces chèques, sauf pour remise directe à l'encaissement. Accepter également les règlements par carte bancaire (décret N°2016-1356 du 11 octobre 2016).

4. Informer mes clients de ma qualité d'adhérent à une Association Agréée si tel est le cas, et de ses conséquences en ce qui concerne notamment l'acceptation du paiement des honoraires par chèques et par cartes bancaires. Les modalités de cette information ont été précisées CGI, ann. II art. 371 Y modifié, dont le texte a été communiqué avec le présent dossier, et dont je reconnais avoir pris connaissance.
5. Pour les membres des professions de santé, inscrire sur les feuilles de maladie ou de soins, conformément aux dispositions de l'Article L.97 du Livre des Procédures Fiscales, l'intégralité des honoraires effectivement perçus, même s'ils ne peuvent que partiellement donner lieu à remboursement pour les assurés.
6. Communiquer à l'Association, préalablement à l'envoi aux Services des Impôts de la déclaration prévue à l'article 97 du Code Général des Impôts :
 - le montant du résultat
 - l'ensemble des données utilisées pour la détermination de ce résultat,
 - et en conséquence, l'original et le double de la déclaration BNC certifiée conforme.
7. Accepter les contrôles relatifs à la conformité de la déclaration 2035 avec la comptabilité. Ces contrôles sont diligentés par l'Association, et peuvent avoir lieu soit au siège de l'Association, soit au lieu d'exercice de ma profession.

Pour l'accomplissement des obligations définies dans les Statuts et le Règlement intérieur, produire en même temps que les documents prévus, la Fiche de renseignements complémentaires telle que définie par le Conseil d'Administration. La présentation de cette Fiche de renseignements complémentaires purement informative, ne pourra avoir pour effet de me dégager même partiellement de mes obligations de l'Association ni de dispenser cette dernière des contrôles de conformité mentionnés au présent article ainsi que des examens de cohérence et de vraisemblance.

8. Autoriser de façon permanente l'Association à communiquer les documents contenus dans mon dossier à l'Agent de l'Administration Fiscale qui apporte à l'Association son assistance technique. Et plus généralement d'observer les règles et recommandations édictées par la réglementation en vigueur et de me conformer aux décisions du Conseil d'Administration.
9. Noter que toute cotisation est due pour l'année entière quelle que soit la date d'adhésion à l'APL-PC ou de radiation de l'APLPC.

Si d'éventuelles prestations complémentaires compatibles avec l'objet de l'APLPC, défini dans les statuts, s'avèrent nécessaires, elles seront facturées par l'Association en supplément de la cotisation, selon des modalités dont je serais préalablement informé(e)s.

Toute cotisation ou somme due non réglée à la date limite fixée sera majorée des intérêts de retard et du remboursement des frais exposés, dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

10. Informer l'Association dans les 15 jours par pli recommandé avec accusé de réception de tout changement relatif à sa situation professionnelle (mode d'exercice, déménagement, changement de nom patronymique, dissolution de cette Société, entrée ou départ de nouveaux associés, arrêt d'activité...)

Je reconnais avoir pris connaissance de l'article 371 Z annexe II du CGI et de l'Article 8 (avant-dernier et dernier alinéas) du Règlement Intérieur, qui stipulent respectivement :

"En cas de manquement graves et répétés aux recommandations prévues à l'article précédent, les adhérents des Associations Agréées sont exclus de l'Association dans les conditions fixées à l'article 371 Z annexe II du CGI "

"En cas de manquement aux engagements ou obligation sus-énoncés, l'adhérent peut encourir une mise en garde, un blâme ou l'exclusion. Le cas échéant, la seconde infraction entraînera obligatoirement au minimum l'application de la sanction immédiate supérieure.

Avant toute décision d'exclusion, l'adhérent sera mis en mesure de présenter sa défense sur les faits qui lui sont reprochés devant les membres du bureau de l'Association. Dans tous les cas, la décision de sanction est prise par le Conseil d'Administration et notifiée à l'adhérent ".

A LE

Signature

précédée de la Mention « lu et approuvé »

POUR LES SOCIETES, MERCI DE BIEN VOULOIR REMPLIR LE DOCUMENT ANNEXE

ANNEXE

RAISON SOCIALE :

Ayant pour associé(e)s :

Forme juridique :

SCM

SDF

EURL option

EURL option

SEL option IR

IR

IR

IS

IS

SCP

SCI

AUTOPRENEUR

MICRO ENTREPRISE

SAS option IR